À la "mondialisation heureuse" succède ce que j’appellerais une "ère athénienne".

***Avertissement** : Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n’engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d’influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l’objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l’adéquation entre le dire et l’agir de nos invités.*

Vendredi 7 juin 2024

François-Xavier Carayon est consultant en stratégie et conférencier en finance et éthique. Il vient de publier « Les États *prédateurs*. Fonds souverains et entreprises publiques à la conquête de l’Europe » aux Éditions Fayard.

1/ Quel nom de baptême donneriez-vous à l’ère qui s’annonce et semble succéder à la « mondialisation heureuse » ?

À la « mondialisation heureuse » succède ce que j’appellerais

une « ère athénienne ».

J’emprunte le terme à Thucydide. Dans son Histoire de la guerre du Péloponnèse, il nous livre une leçon d’une grande pertinence pour comprendre les ressorts idéologiques et les visées des nouvelles puissances de la mondialisation.

La scène se déroule en 416 avant Jésus-Christ, alors que Sparte et Athènes s’affrontent pour la domination de la Grèce. Mélos, une petite île au sud de la mer Égée, entend rester extérieure au conflit qui l’entoure. Elle souhaite se tenir à l’écart des quêtes de pouvoir et de domination. Pour justifier sa position auprès des représentants athéniens, les Méliens expliquent qu’une coopération pacifique et juste entre États est à la fois possible et souhaitable. Mais les espoirs méliens viennent se briser sur le mur de la froide logique athénienne : une logique d’intérêts, de rapports de force et de domination. Le siège de Mélos est sanglant et l’île est tombe sous le joug d’Athènes.

En Europe, nos responsables politiques et technocrates parlent depuis quarante ans davantage de « coopération » que de « puissance ». Ils se préoccupent moins des « dépendances » que de l’« interdépendance » dont ils saluent les effets pacificateurs. En face de nous, les nouvelles puissances (BRICS, Etats du Golfe…) veulent le pouvoir ; et l’économie est devenu un terrain de prédilection dans cette quête. Ces nouveaux « athéniens » redéfinissent déjà les règles du jeu de la mondialisation.

2/ Qu’est-ce qu’un fonds souverain et comment expliquez-vous que la France ne s’en soit pas dotée ?

Les fonds souverains sont des véhicules d’investissement créés, détenus et contrôlés par des États ou des collectivités territoriales.

Ils apparaissent dans les années 1950, à l’initiative de pays bénéficiant d’importantes rentes gazière ou pétrolière. À

partir des années 1990, les réserves de change considérables accumulées par les pays asiatiques donnent naissance à une nouvelle génération de fonds souverains.

S’ils se présentent comme des outils purement financiers, certains d’entre eux, poursuivent dans l’ombre des objectifs politiques. Leurs investissements représentent alors des menaces potentielles pour l’Europe. Des menaces à notre prospérité – quand ces investissements ont pour but de s’emparer de nos meilleures technologies ou savoir-faire – et des menaces à notre liberté – quand ces investissements créent chez nous des dépendances critiques à l’égard des nations rivales.

En France, Bpifrance s’apparente à un fonds souverain. Mais l’usage qui en est fait, comme chacun sait, très différent. Il n’est pas porté par une vision suffisamment précise de nos intérêts stratégiques, des marchés à défendre et de ceux à conquérir. Et ses moyens sont en l’état trop limités.

3/ Quel regard portez-vous sur Choose France ?

On a parfois l’impression que c’est la grande messe des libre-échangistes béats.

Les investissements étrangers sont bien sûr une source essentielle, voire vitale, de financement de notre économie. Il est bon pour cela que nous offrions un visage attractif sur le plan fiscal, administratif, ou en matière de formation professionnelle.

Pour autant, il faut être en capacité de distinguer les investissements qui nous profitent, de ceux qui conduisent à notre déclassement économique ou stratégique. Célébrer toute forme d’investissement étranger sur notre territoire, alors même que la France n’est pas à en mesure d’identifier et bloquer toutes les menaces qui pèsent sur elle, pose évidemment problème.

4/ Comment définiriez-vous le lien entre autonomie stratégique et souveraineté ?

L'autonomie stratégique, c'est la capacité pour une nation à agir librement, indépendamment du désir des autres nations. C'est une conquête de tous les jours pour s'affranchir des dépendances extérieures. C'est la condition de la souveraineté nationale et la base de la puissance.

Dans ce livre, afin d'éclairer les stratégies de puissance des États prédateurs, je tente de sortir de la dichotomie traditionnelle « Hard power » / « Soft power ». Leurs stratégies se comprennent davantage à travers une trilogie d'objectifs vitaux que je propose comme grille de lecture : la conquête de l'autonomie stratégique, sans laquelle il n'est pas de capacité à agir librement ; la fabrication des alliances stratégiques, qui accroissent autonomie et capacité d'action ; et enfin, la quête de la domination stratégique, qui permet d'imposer aux autres États sa volonté par la menace.

5/ Beaucoup d'entreprises françaises stratégiques « passent sous pavillon » américain ou chinois ? Avez-vous le sentiment que nous ayons, en France, une culture de prédation ?

Nous souffrons d'abord d'un défaut de compréhension des stratégies de prédation étrangères. Nos élites politiques et administratives semblent souvent ne pas disposer de la bonne grille de lecture idéologique pour cela.

Dans l'autre sens, nous n'avons pas développé depuis bien longtemps de culture stratégique « offensive ». En d'autres termes, notre appareil d'Etat n'a ni le désir ni les moyens de coordonner ou de mener des offensives économiques chez nos rivaux pour défendre nos intérêts.

6/ Qu'est-ce que le CFIUS et existe-t-il un équivalent

en France ?

C’est le nom donné aux Etats-Unis au dispositif de filtrage des investissements étrangers. Il a été mis en place dès les années 1970 pour examiner les investissements étrangers réalisés aux États-Unis et identifier les opérations pouvant avoir des impacts sur la sécurité nationale américaine.

La France s’est, pour sa part, dotée dans les années 2000 d’un dispositif de contrôle dit « IEF ». Sa principale faiblesse, outre ses moyens limités en comparaison à ceux des pays anglo-saxons, est de ne pas pouvoir filtrer les investissements sur la base de notre intérêt économique national. Il se contente de défendre (avec plus ou moins de succès) les intérêts du pays en matière « d’autorité publique, d’ordre public, de sécurité publique ou de défense nationale ». C’est regrettable quand les Américains, mais aussi les Canadiens et bien d’autres, s’autorisent à défendre à travers leur dispositif de filtrage les intérêts économiques, c’est-à-dire leurs technologies de pointe, leurs savoir-faire d’exception, leurs capacités de recherche et développement… et même leurs emplois.

7/ Du point de vue de l’économie politique, quel est à vos yeux le principal enjeu de la guerre économique ?

À mon sens, l’enjeu de la guerre économique est de trouver le juste équilibre entre ouverture et protections, entre coopération pacifique et rapports de force, afin de protéger et de faire grandir in fine notre puissance nationale, sans laquelle les nations sont vouées à disparaitre.

Ces dernières décennies la balance a penché systématiquement du côté de l’ouverture et de la volonté de coopération pacifique. **Il faut retrouver pragmatisme et courage pour trouver une position plus en phase avec celle de nos rivaux.**

8/ L’industrie de défense peine à trouver des

financements. Aurions-nous l'intention de défendre nos pays avec des trotitnettes connectées éco-durables ?

On finirait par le croire ! **De nombreuses banques refusent en effet de financer nos champions de la défense. C'est d'ailleurs comme cela qu'une entreprise publique émiratie, EDIC, a pu racheter en 2018 le fabricant historique de munition français Manurhin.** Malgré des résultats financiers excédentaires, le français n'arrivait pas à trouver de financement auprès des banques privées comme publiques. Acculé, Manurhin fut placé en redressement judiciaire avant d'être racheté par les émiratis. La France « a laissé partir à l'étranger cette entreprise », « elle ne croit plus en son industrie » regrettera, amer, le président du directoire de Manurhin. Ironie de l'histoire, c'est le français Luc Vigneron, ancien PDG de Thales, recruté par les Émiratis pour faire passer un cap à leur industrie nationale de la défense, qui aura été à la manœuvre coté EDIC… Les représentants syndicaux de Manurhin auront eux-aussi soutenus l'offre émiratie : « la plus avantageuse », dira l'un des délégués…

9/ Voyez-vous un lien de causalité entre la manière dont notre pays forme, suscite et entretient ce qu'il est convenu d'appeler une « élite » et l'état préoccupant dans lequel se trouve la France ? Aurions-nous perdu le sens de l'intérêt général ?

C'est par cela que je commence mon livre ! **Pour la bourgeoisie d'affaires d'aujourd'hui, la souveraineté et la prospérité nationales sont devenues des préoccupations parfaitement secondaires, voire ringardes. Faire carrière chez McKinsey, Morgan Stanley ou Baker McKenzie est un Graal, et y travailler au dépeçage d'Alstom ou de Lafarge ne culpabilise personne.**

De leur côté, les élites politiques et intellectuelles n'ont pas su adapter leur grille de lecture pour comprendre la mondialisation telle qu'elle se transforme. C'était leur mission de jouer le rôle de vigies. La faillite française et européenne dans la guerre économique est avant tout la leur.

François-Xavier Carayon
LES ÉTATS PRÉDATEURS
FONDS SOUVERAINS
ET ENTREPRISES PUBLIQUES
À LA CONQUÊTE DE L'EUROPE
fayard